

## L'UNIVERSITÉ DANS LA VILLE

*Le 2 octobre 1972, Olivier Guichard, ministre de l'Éducation nationale, signe le décret qui crée l'Université de Technologie de Compiègne.*

*Guy Denielou présente les plans du centre Benjamin Franklin à Jean-Pierre Soissons. À l'extrême droite, l'architecte Adrien Fainsilber.*



L'idée d'un établissement pilote de sciences appliquées, propre à rénover l'enseignement supérieur français, émane de Pierre Guillaumat (1961) et Pierre Aigrain (1966). Le concept est approfondi en 1970-1971 sous le patronage de Bernard Delapalme, directeur de recherche ELF-ERAP. L'ambition, marquée par la réussite bostonienne de la Route 128, le colbertisme gaulliste et un saint-simonisme rhône-alpin, vise à fonder l'équivalent français du Massachusetts Institute of Technology. Officiellement présenté en décembre 1970, le projet organise l'original établisse-



*Première rentrée à la Maison de l'Europe.*

ment en université comprenant trois départements d'ingénierie — le génie mécanique, le génie biologique, le génie chimique — ainsi qu'un Institut de Technologie des Villes. Le législateur lui accorde des dérogations à la loi d'orientation de 1968 (juillet 1971).

### Le choix de Compiègne participe d'un double mouvement

D'une part, suite aux préconisations de l'Organisme Régional des Études de l'Aire des Vallées de l'Aisne et de l'Oise, Jérôme Monod, délégué général à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale, retient le 28 octobre 1969 la création d'une université à Compiègne comme l'une des trois grandes interventions publiques dans le Bassin parisien ; on escompte 9 000 étudiants en 1980-1985.

D'autre part, la ville mesure sa vocation à accueillir un enseignement supérieur de haute qualité. Déjà en 1803, le Premier Consul avait logé dans le Palais, rue d'Ulm, la nouvelle École Supérieure des Arts et Métiers pour former jusqu'en 1806 les sous-officiers de l'industrie française. Et en 1928, Fournier-Sarlovèze avait envisagé une académie anglo-saxonne susceptible d'enrayer le déclin d'une colonie britannique autour de l'église anglicane. Aussi, le conseil municipal saisit-il l'opportunité le 20 novembre 1969, affecte 40 % de la ZUP au projet, et lui assure un soutien indéfectible.

### Programmatique, l'ancrage dans la cité expérimente deux formes

L'insertion sociale lève aisément les préventions post-soixante-huitardes : le jeune Groupe d'action culturelle de Compiègne accueille une commission et un Suisse poète qui font connaître l'établissement (1972), et l'association *Comenius* organise des conférences université-ville (1974).

L'insertion matérielle appelle du pragmatisme : l'UTC s'égaille dans dix-huit implantations provisoires, l'offre d'héberger la présidence dans l'hôtel de Songeons suscitant la création de l'*Association des Amis du Musée Vivienel*. En 1973, un premier bâtiment est inauguré à Royallieu, mais la livraison du futur centre Benjamin Franklin, place Jean Mermoz, tarde. Aboutie, l'œuvre de l'architecte Adrien Fainsilber provoque les contemporains.

Les pionniers — des personnels et étudiants atypiques, riches de capitaux sociaux et spatiaux, fédérés par la personnalité charismatique du président Guy

Denielou — effectuent leur première rentrée universitaire le 17 septembre 1973. Quand l'établissement délivre pour la première fois le diplôme d'ingénieur à quarante Utécécens (1977), Jean Legendre s'opposant au transfert des réserves de la Bibliothèque Nationale dans les locaux du Centre de Recherches de Royallieu (1978), l'aventure fondatrice s'achève.

*Le Centre universitaire Benjamin-Franklin, remarquable exemple d'architecture fonctionnaliste.*

